

Brexit ou le chaos juridique assuré

ROYAUME-UNI • Si les Britanniques claquent la porte de l'UE le 23 juin, ils devront négocier leur sortie pendant au moins deux ans. Et un Brexit ne serait pas définitif, selon un ancien juge européen.

THIERRY JACOLET

Un chaos juridique. C'est ce qui pend au nez des Britanniques en cas de Brexit, à entendre Sir David Edward, de passage à l'Université de Fribourg. Cet ancien juge de la Cour européenne de justice a livré son expertise dans un rapport publié en mai par le comité spécial de la Chambre des Lords (la Chambre haute du Parlement britannique) sur la complexité des négociations entraînées par une sortie de l'Union européenne qui sera soumise en référendum le 23 juin. Son constat est sans appel: «A long terme, les difficultés juridiques d'un Brexit seraient inimaginables.» Décryptage.

1 Combien d'années pourrait prendre le Brexit?

L'article 50 du Traité de Lisbonne, inséré en 2009, fixe la procédure de sortie d'un Etat membre de l'UE et le délai: les négociations avec l'UE ne doivent pas dépasser deux ans à partir du moment de la décision. Sauf accord unanime de la part des deux parties pour prolonger le délai au cas où aucune solution n'a été trouvée.

L'exemple du Groenland peut donner une borne temporelle. En 1982, l'île a voté sa sortie de la Communauté européenne tout en faisant encore partie du Danemark. «Les négociations ont duré trois ans pour un pays de 55 000 habitants», rappelle Nicolas Levrat, professeur de droit au Global Studies Institute (GSI), à l'Université de Genève. «Imaginez alors pour un poids lourd comme le Royaume-Uni!»

Pour couronner le tout, «les relations futures entre le Royaume-Uni et l'UE devraient être négociées en même temps que les modalités de retrait», insiste David Edward. Au vu du rapport des 19 membres du comité de la Chambre des Lords, rien que l'acceptation d'un nouvel accord de libre-échange pourrait prendre de quatre à neuf ans.

2 Pourquoi le processus de sortie serait-il compliqué?

L'Union européenne met le pied devant la porte de sortie comme jamais. Bruxelles a promis d'imposer des conditions de sortie draconiennes au Royaume-Uni en cas de «oui» le 23 juin. «Le Royaume-Uni devra accepter d'être considéré comme un Etat



«Durant les négociations, le pays sortant reste pays membre. Un Brexit n'est définitif qu'après deux ans», prévient l'ancien juge David Edward. CHARLY RAPPO

tiers, que l'on ne caressera pas dans le sens du poil», a averti Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne. Bruxelles veut faire passer l'envie à d'autres pays d'emboîter le pas aux Britanniques. La Suède, le Danemark, les Pays-Bas et même la Tchèque pourraient s'engouffrer dans la brèche.

Le Royaume-Uni devenant un pays tiers, d'innombrables accords devraient être alors renégociés pour décider ce qui relèvera du droit britannique et ce qui sera abandonné. Ce qui représente environ 80 000 pages à passer en revue.

«Il faudrait revoir les accords de libre-échange, tout ce qui touche aux services, aux personnes et aux capitaux», énumère David Edward. «Il y a l'accès à la coopération du renseignement et de la sécurité au niveau européen, l'accès au marché unique, Erasmus, les produits agricoles, de la pêche, la frontière terrestre de l'Irlande du Nord...» Autant dire que les papiers du divorce devraient engorger le parlement pendant des années.

«En cas de Brexit, un imbroglio juridique inédit commencera le 24 juin», résume Nicolas Levrat. «Le cadre juridique futur perdra sa visibilité pour tout ce qui concerne l'économie, la santé, le social... C'est très problématique car cela risque d'impacter l'UE, notamment au niveau des relations entre les membres et Bruxelles.»

Pendant au moins deux ans de négociations qui demanderont beaucoup d'énergie et de temps, il ne faut pas oublier de faire fonctionner parallèlement l'UE. «On ajoute un problème, alors que structurellement, l'UE est déjà incapable de trouver une solution à sa crise», déplore le professeur. «Il y a de fortes probabilités qu'elle s'enfoncé dans une crise existentielle.»

3 Le «oui» à un Brexit est-il définitif?

Une approbation du référendum ne signifie pas pour autant la délivrance d'un ticket de sortie définitif. «Il y a un silence juridique à ce niveau», nuance David Edward. «L'article 50 ne dit pas si un membre de l'UE peut re-

venir sur sa décision de départ ni l'inverse. Durant les négociations de sortie, le pays sortant reste pays membre. Un Brexit n'est définitif qu'après deux ans.»

Toutefois, si, durant les négociations, l'UE et le Royaume-Uni se rendent compte que la sortie est trop dommageable aux deux parties, la sortie peut être annulée. «Le référendum britannique n'est pas constitutionnalisés comme en Suisse», précise Nicolas Levrat. «C'est le chef du gouvernement qui le convoque.»

Dans le traité de l'Union européenne, rien ne peut empêcher le Gouvernement britannique de faire machine arrière avec un second référendum pour le maintenir cette fois. «S'il y a une crise économique majeure après le Brexit, il pourrait y avoir la convocation d'élections et un changement de majorité», observe David Edward. Et l'arrivée d'un nouveau gouvernement – avec un travailleur au pouvoir – durant les négociations avec Bruxelles pourrait conduire à l'annulation du vote. I

EN BREF

L'EXPULSION D'UNE SECTE TOURNE MAL

INDE Au moins 24 personnes, dont deux policiers, ont trouvé la mort lors de l'expulsion par la police indienne de membres d'une secte, a annoncé hier un responsable de la police. Ils occupaient illégalement un parc dans une ville du nord de l'Inde. L'intervention de la police a déclenché des heurts jeudi soir. Les quelque 3000 membres de cette secte qui s'étaient installés sur le terrain dans la ville de Mathura s'opposaient aux forces de l'ordre, a précisé le responsable. ATS

UNE TRENTAINE DE CIVILS TUÉS À ALEP

SYRIE Au moins 31 civils ont péri hier dans des frappes du régime syrien sur les quartiers rebelles de la métropole d'Alep et ses environs. L'armée syrienne préparerait également une offensive contre l'Etat islamique (EI) dans la province de Rakka. Il s'agirait des raids les plus violents depuis une dizaine de jours sur Alep. «Outre dix civils tués dans des bombardements sur un bus sur la route du Castello, au nord-ouest d'Alep, 21 autres ont péri dans des frappes sur plusieurs quartiers dans l'est de la métropole», a indiqué une source au sein de la défense civile. ATS/AFP

BERLIN S'ABSTIENDRA

GLYPHOSATE L'Allemagne s'abstiendra lors du vote des experts de l'Union européenne prévu lundi sur un éventuel renouvellement de l'autorisation de l'herbicide glyphosate. Celui-ci entre notamment dans la composition du Roundup de Monsanto. ATS/REU

DES COMPLICES EXTRADÉS

SALAH ABDESLAM La justice belge a accepté de remettre à la France les trois hommes qui ont servi de chauffeurs à Salah Abdeslam après les attentats du 13 novembre à Paris et Saint-Denis. Le Parquet fédéral belge l'a annoncé hier dans un communiqué. ATS/REU

PUBLICITÉ

- Système de rénovation soigné qui préserve la maçonnerie
- Sans travaux ultérieurs de maçonnerie, de peinture et de plâtrerie
- Fenêtre de rénovation RF1 révolutionnaire qui satisfait aux exigences de la classe d'efficacité énergétique A

Faites-vous conseiller sans attendre: www.4-b.ch/lib ou 021 637 67 10



offre
3 pour 2*



*triple vitrage isolant au prix d'un double. L'offre 3 pour 2 n'est pas cumulable avec d'autres rabais 4B et est valable uniquement pour les clients privés achetant directement chez 4B et jusqu'au 19 septembre 2016.

Remplir, envoyer et profiter.

- Merci de me contacter pour un entretien de conseil gratuit et sans engagement
- Merci de m'envoyer une documentation détaillée concernant la fenêtre de rénovation RF1

Nom, prénom:

Rue, n°:

NPA, localité:

Téléphone:

E-Mail:

Envoyer le coupon à: 4B, Sales Service, an der Ron 7, 6281 Hochdorf

LIB